

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

Date de validation par la préfecture :

Date de publication : 12/08/2024

**N° AP 24/99**

## **A R R E T E**

### **ARRETE CONJOINT PORTANT RÈGLEMENT PARTICULIER DE POLICE DU PORT MARITIME DE COMMERCE DE TOULON - LA SEYNE**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code des transports et notamment les articles L5331-10 et R5333-1 à R5333-29,

**VU** le Code Pénal et le Code de Procédure Pénale,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Route,

**VU** la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté ministériel du 27 octobre 2006 fixant la liste des ports maritimes relevant des collectivités territoriales et de leurs groupements où l'autorité investie du pouvoir de police portuaire est le représentant,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements,

**VU** l'arrêté ministériel du 23 décembre 2016 portant délimitation du port militaire de Toulon,

**VU** l'arrêté n°21/139 du 29 novembre 2021 portant délimitation du port de Toulon,

**VU** l'arrêté du commandant d'arrondissement maritime Méditerranée n°13/2021 du 23 décembre 2021 portant règlement d'usage du port militaire de Toulon,

**VU** l'arrêté de la préfecture maritime Méditerranée n° 198/2023 du 22 juin 2023 réglementant la navigation, le mouillage des navires, embarcations et engins de toute nature, la baignade et la plongée sous-marine dans les eaux maritimes de la rade de Toulon,

**VU** la demande de M. Jean-Pierre Giran, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, reçue le 09 juillet 2024, relative à l'application du nouveau règlement particulier de police du port maritime de Toulon – la Seyne,

**VU** l'avis favorable du conseil portuaire du port de Toulon – La Seyne du 06 juin 2024 approuvant le nouveau règlement particulier de police du port,

**VU** l'avis conforme du vice-amiral d'escadre Gilles Boidevezi, Commandant de zone maritime Méditerranée, Commandant de l'arrondissement maritime Méditerranée, Préfet maritime de la Méditerranée du 11 juillet 2024,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Var,

# ARRETE

## ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral du 13 avril 2018 portant règlement particulier du port maritime de commerce de Toulon – La Seyne est abrogé.

## ARTICLE 2

Le règlement de police ci-annexé, pris en application de l'article R5331-10 du Code des transports est applicable au port de Toulon – La Seyne.

## ARTICLE 3

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Var, M. le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Var.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

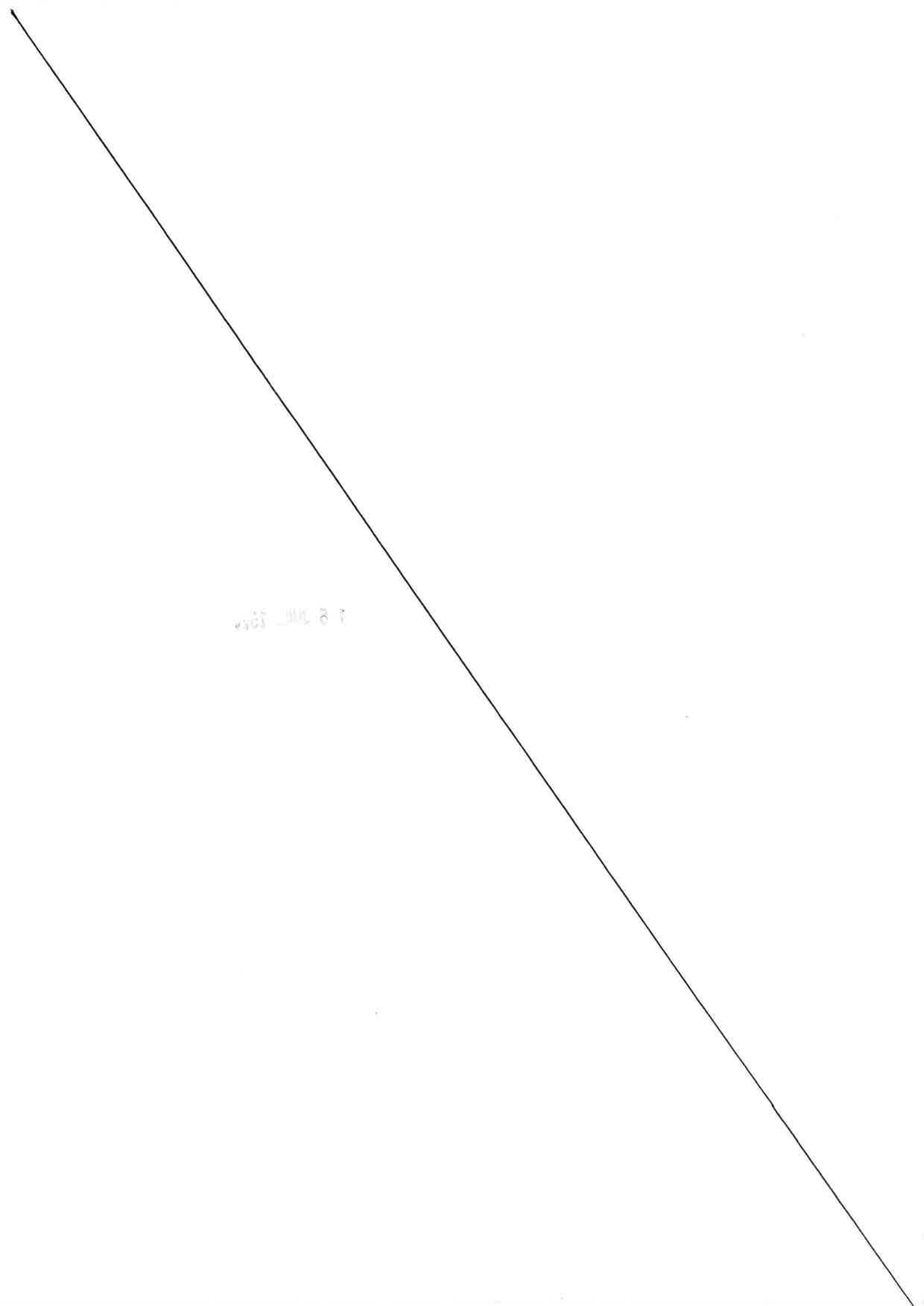
Signature :

Fait à Toulon, le **16 JUIL. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE





**ARRÊTÉ CONJOINT**

N° 99/2024

N° 2024-BSP-SUR- 21

Le Président de l'autorité portuaire du port civil  
de Toulon – La Seyne

Le Préfet du Var

**PORTANT RÈGLEMENT PARTICULIER DE POLICE DU PORT MARITIME DE  
COMMERCE DE TOULON – LA SEYNE**

**Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée**

**Le Préfet du Var**

- Vu** le Code des transports et notamment les articles L5331-10 et R5333-1 à R5333-29 ;
- Vu** le Code pénal et le Code de procédure pénale ;
- Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- Vu** le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le Code de la route ;
- Vu** la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 octobre 2006 fixant la liste des ports maritimes relevant des collectivités territoriales et de leurs groupements où l'autorité investie du pouvoir de police portuaire est le représentant,
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 décembre 2016 portant délimitation du port militaire de Toulon,
- Vu** l'arrêté n° 21/139 du 29 novembre 2021 portant délimitation du port de Toulon,
- Vu** l'arrêté du commandant d'arrondissement maritime Méditerranée n° 13/2021 du 23 décembre 2021 portant règlement d'usage du port militaire de Toulon,

- Vu** l'arrêté de la préfecture maritime Méditerranée n° 198/2023 du 22 juin 2023 réglementant la navigation, le mouillage des navires, embarcations et engins de toute nature, la baignade et la plongée sous-marine dans les eaux maritimes de la rade de Toulon ;
- Vu** la demande de M. Jean-Pierre Giran, président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, reçue le 09 juillet 2024, relative à l'application du nouveau règlement particulier de police du port maritime de Toulon – la Seyne ;
- Vu** l'avis favorable du conseil portuaire du port de Toulon – La Seyne du 06 juin 2024 approuvant le nouveau règlement particulier de police du port ;
- Vu** l'avis conforme du vice-amiral d'escadre Gilles Boidevezi, commandant de zone maritime Méditerranée, commandant de l'arrondissement maritime Méditerranée, préfet maritime de la Méditerranée du 11 juillet 2024 ;

**Sur proposition** du directeur départemental des territoires et de la mer du Var,

## **ARRESENT**

### **ARTICLE 1 :**

L'arrêté préfectoral du 13 avril 2018 portant règlement particulier du port maritime de commerce de Toulon – La Seyne est abrogé.

### **ARTICLE 2 :**

Le règlement de police ci-annexé, pris en application de l'article R5331-10 du Code des transports est applicable au port de Toulon – La Seyne.

### **ARTICLE 3 :**

M. le directeur départemental des territoires et de la mer du Var, M. le président de la métropole Toulon Provence Méditerranée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Var.

Fait à Toulon, le 16 juillet 2024

**Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée**

**Le Préfet du Var**

## **DESTINATAIRES**

- M. le préfet du Var
- M. le président de la métropole Toulon-Provence-Méditerranée
- M. le préfet maritime de la Méditerranée
- M. le commandant de la zone maritime Méditerranée (COM/APPMAR)
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer du Var
- M. le commandant du groupement de gendarmerie maritime de la Méditerranée
- M. le directeur départemental de la sécurité publique du Var
- M. le commandant du groupement de gendarmerie départementale du Var
- M. le commandant de la police municipale de Toulon
- M. le procureur de la République près le T.G.I. de Marseille (Tribunal maritime)
- M. le procureur de la République près le T.G.I. de Toulon
- M. le commandant du port de Toulon-La Seyne-Brégaillon
- M. le commandant de la base navale de Toulon
- M. le président de la Station de pilotage maritime de Toulon
- M le président de la société de lamanage du port de Toulon
- M. le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var
- M le président de la SAS PORTELO – concessionnaire ports de plaisance
- Tous les usagers du port de commerce (via le SIP VIGIEsip)

